

Trente ans seulement

Chili – Une chronologie

C'était à une époque où tous les désespoirs étaient permis. Le printemps de Prague avait été écrasé, l'ère glaciaire de Brejnev s'installait et faisait frissonner le monde, la guerre du Vietnam ne cessait de mourir en tuant, la dictature en Grèce était solidement en place avec un Papadopoulos président autoproclamé, en Espagne Franco n'en finissait pas de crever en assassinant, et au Portugal on ne soupçonnait même pas que les œilletons puissent fleurir un jour.

Mais il y avait une lumière d'espoir: le Chili et cette Unité populaire qui nous faisaient chaud au cœur. Comme l'a écrit Laurent Joffrin dans le „Nouvel Observateur“ (11.09.): *„Nous l'avons tant aimée, cette révolution-là. Elle avait l'audace des candides, le panache des découvreurs, le scrupule des tolérants. Sur sa route, il n'y avait ni camps, ni crimes, ni bourreaux. En trois ans de pouvoir, l'Unité populaire n'a pas annulé une seule liberté, enfreint une seule loi, dénoncé un seul traité.“*

Voilà ce que nous attendions, ce que nous espérions d'un gouvernement de gauche et de ses sympathisants. Par leur combat quotidien et leur engagement, eux et nous voulions croire en un avenir meilleur pour leur pays, où les considérables richesses naturelles seraient équitablement réparties, où les avantages de la médecine, de la scolarité, de la vie culturelle et associative pourraient profiter à tous et pas seulement à une infime minorité.

Envers et contre tous, et surtout contre les USA qui utilisaient tout le poids de leurs moyens les plus perfides pour venir à bout d'Allende, et contre Henry Kissinger qui prononcera cette phrase tristement célèbre: *„Je ne vois pas pourquoi on devrait rester là à observer un pays basculer dans le communisme à cause de l'irresponsabilité de son propre peuple“...*

La place nous manque pour détailler les événements. Aussi proposons-nous une chronologie succincte des deux périodes de gouvernement, celle au bout de laquelle la démocratie a été assassinée et celle des conséquences que cette mise à mort a eues.

Allende

Le médecin Salvador Allende Gossens, né le 26 juillet 1908, devient un des cofondateurs du parti socialiste du Chili en 1933. Il est élu député en 1937 et

nommé ministre de la santé. Elu sénateur en 1945, il se présente aux présidentielles en 1952, en 1958 et en 1964, mais la droite fait barrage à chaque élection.

1969

9 octobre: un Comité de coordination de l'Unidad Popular qui s'est construite autour de l'axe constitué depuis 1965 par les partis communiste et socialiste, rassemblés dans le Front révolutionnaire d'action populaire (F.R.A.P.) est créé. Outre les deux partis marxistes et la centrale unique des travailleurs (C.U.T.), il réunit le parti radical, qui venait d'expulser son aile droite, le Mouvement d'action populaire unitaire (M.A.P.U.), issu d'une scission de l'aile gauche de la Démocratie chrétienne, l'Action populaire indépendante (A.P.I.) et le Parti social-démocrate, deux petites formations de centre gauche. A la fin de décembre 1969, ces partis adoptaient un programme commun.

1970

22 janvier: l'ensemble des partis regroupés dans le comité de coordination proclame que le sénateur Allende était son candidat unique à la présidence. Effrayés par ses promesses électorales, la CIA, de concert avec la firme américaine ITT, qui détient le monopole du téléphone au Chili, finance une nouvelle fois les adversaires de la gauche.

4 septembre: malgré la violente contre-propagande, Allende obtient 36,3% des suffrages aux élections présidentielles, face à deux candidats de droite: Jorge Alessandri (35%), et Radomiro Tomić (27,8%). L'élection est validée par le Parlement, suite à la scission de la droite et grâce au soutien de la démocratie chrétienne. Pour la première fois, un socialiste accède à la tête d'un pays d'Amérique latine par les urnes.

8 septembre: Nixon convoque la „Commission 40“, dirigée par Henry Kissinger, et le Conseil national de sécurité à la Maison Blanche pour discuter de la possibilité d'un coup d'état au Chili. Kissinger, Mitchell (solliciteur général) et Helms (directeur de la CIA) sont déjà en train de planifier un tel coup, par le biais de la CIA.

15 septembre: Nixon donne comme objectif au directeur de la CIA de „sauver le Chili“. Il ajoute que *„cela vaut le coup de dépenser 10 millions de dollars... plus si nécessaire“*. Le commandant en chef des forces armées, René Schneider, est approché en vain par les conspirateurs et fait obstacle.

22 octobre: Le général Schneider est assassiné par des hommes de main à la solde de la CIA, sous la direction du général Roberto Viaux. Les armes ser-



Des gueules de meurtriers

vant à son assassinat étaient entrées au Chili par la valise diplomatique de l'ambassade US.

3 novembre: L'armée et la population forment un front commun contre la menace d'un coup d'état, et le parlement investit Allende comme président de la République. Celui-ci nomme le général Carlos Prats González pour remplacer Schneider.

31 décembre: Allende nationalise les mines de charbon.

1970 - 1972

Le président applique des réformes profondes: 60% des terres labourables sont expropriées au profit de plus de 100.000 familles paysannes, le salaire minimal est augmenté de 35%, une politique de santé publique visant à un meilleur accès aux soins est mise en place et une redistribution des revenus est engagée au grand dam de la bourgeoisie et des USA. Conséquences: multiplication par trois du PNB, augmentation de 14,6% de la production industrielle, passage du chômage de 8,3% à 3,9%, réduction de l'inflation annuelle de 35% à 22%.

1971

29 mars: les banques et les mines de cuivre sont nationalisées.

4 avril: l'Unité populaire obtient 50% des suffrages aux élections municipales.

11 juillet: l'industrie du cuivre qui représente 80% des recettes à l'exportation du Chili est nationalisée. Cette nationalisation se fait pratiquement sans indemnisation pour les compagnies américaines qui les détenaient: Kennecott réalisait sur ses investissements un bénéfice annuel moyen de 34,8% au Chili pour 10% dans le reste du monde; Anaconda Compagny 20,2% pour 3,5% dans le reste du monde. Les USA utilisent tout leur poids pour écraser le Chili sous des problèmes économiques. Le prix du cuivre chute de moitié et la production minière est mise en difficulté. L'inflation monte à 160%. La pénurie des produits alimentaires de première nécessité est organisée.

21 octobre: le Prix Nobel de littérature est attribué à Pablo Neruda.

Décembre: 5.000 personnes, majoritairement des femmes de la bourgeoisie, se plaignent du manque de nourriture. C'est la „marche des casseroles vides“.

1972

Mai: grèves dans les secteurs électroménagers, boissons gazeuses et charbonnages.

17 juin: Allende forme un nouveau gouvernement, dans lequel il introduit des militaires.

Août: 150.000 commerçants manifestent contre l'inflation.

Seconde moitié de l'année: la situation économique est dramatique. La banque US d'import-export refuse tout nouveau crédit au Chili d'Allende („mur de l'argent“). Comme le matériel minier et routier est en grande majorité américain, de graves problèmes se présentent quand les Etats-Unis limitent les exportations de pièces de rechange.

10 octobre: la grève des camionneurs accompagnée d'une fermeture des commerces, payée par la CIA, désorganise l'économie. Le gouvernement décrète

l'état d'urgence, les travailleurs occupent les usines et forment des „cordons industriels“. Le flux de la nourriture et des matières premières étant paralysé, l'armée ravitaille les grandes villes.

3 novembre: Carlos Prats est nommé chef du gouvernement et ministre de l'Intérieur. Les militaires restent dans le gouvernement.

1973

Mars: malgré les problèmes, le peuple chilien vote en faveur d'Allende (43,4% des suffrages). Mais le Parlement prive Allende de tout moyen d'action et tente de le récuser, tandis que l'Unité populaire se disloque.

29 juin: soulèvement d'une unité de tanks à Santiago réprimé par des militaires loyalistes: 22 morts.

23 août: sur recommandation de Prats, Allende nomme le Général Augusto Pinochet Ugarte (né comme Allende à Valparaiso, le 25 novembre 1915), commandant en chef de l'armée.

Août: la grève par les mêmes qu'en octobre 1972 reprend. Le nombre des grévistes monte jusqu'à un million.

9 septembre: le sénateur et leader socialiste Carlos Altamirano dénonce une tentative de coup d'Etat.

10 septembre: Allende convoque une réunion extraordinaire de son cabinet. Il propose d'appeler à un plébiscite et en informe les militaires. A la demande de Pinochet, il reporte l'annonce publique au 12!

Pinochet

11 septembre: le coup d'Etat – „golpe“ – fomenté par la CIA est déclenché par une junta militaire composée d'Augusto Pinochet, de l'amiral Jose Toribio Merino, du général de l'aviation Gustavo Leigh Guzman et du directeur de la

police Cesar Mendoza. A Santiago, le palais présidentiel de La Moneda est bombardé vers midi et en grande partie détruit: Qu'on s'imagine une attaque contre la Maison Blanche ou le Palais de Buckingham, et l'on mesure la gravité de cet acte! Depuis 7h40 du matin, Allende est dans la Moneda. Il y mourra l'arme à la main. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont arrêtées dans des rafles d'une brutalité extrême. 3.198 Chiliens, chiffre officiel, sont assassinés durant la dictature, des centaines de milliers sont exilés à l'étranger. Des autodafés ont lieu, 40 ans après ceux des Nazis. Même un livre sur le cubisme est jeté dans les flammes, parce qu'on croit qu'il s'agit d'une publication sur Cuba!

Après le putsch, une messe solennelle d'action de grâce est célébrée par le Cardinal Silva Henríquez, qui, très rapidement dénoncera les crimes du régime (cf. article de Nic Klecker), ce qui n'est pas le cas de Mgr Escrivá de Balaguer, fondateur de l'„Opus Dei“: Quelques jours après le coup d'Etat et deux ans avant sa mort, il s'envole pour Santiago, afin d'y célébrer une action de grâce pour Pinochet, son „fils spirituel“.

13 septembre: dissolution du Congrès.

14 septembre: interdiction de la presse, à l'exception des organes conservateurs („El Mercurio“).

18 septembre: suspension des droits syndicaux.

24 septembre: décès de Pablo Neruda. Sa maison est saccagée.

26 septembre: Les USA et Israël reconnaissent les putschistes.

8 et 11 octobre: toutes les organisations se réclamant du marxisme sont dissoutes; les partis politiques sont interdits.

15 octobre: les biens nationalisés sont restitués à leurs anciens propriétaires.

12 novembre: le tribunal constitutionnel est supprimé.

19 novembre: les registres électoraux sont déclarés caducs. Les inscriptions électorales sont suspendues.

1974

26 juin: Pinochet devient le „chef suprême de la nation“.

1 juillet: Pinochet est nommé Président du Chili.

18 juillet: Pinochet crée la Direction d'Intelligence Nationale (DINA, police politique), dont le directeur, le sinistre Manuel Contreras, est directement attaché à l'exécutif.

30 septembre: Carlos Prats et son épouse sont assassinés à Buenos Aires par une bombe placée sous leur voiture.

1976

8 juin: A l'initiative de Kissinger, l'OEA (Organisation des Etats Américains) se réunit à Santiago. Il se rend à l'ouverture de la session et a une entrevue confidentielle avec Pinochet. Au cours de celle-ci, il le remercie d'avoir renversé Allende et lui promet tout son soutien.



„Alors je lui ai serré le cou comme ça!“

21 septembre: Orlando Letelier, ancien ministre d'Allende, est assassiné à Washington.

1977

Août: la Centrale Nationale d'Information (CNI) remplace la DINA.

16 décembre: l'Assemblée Générale des Nations Unies vote une résolution condamnant les violations des Droits de l'homme au Chili. Kissinger n'est plus là pour l'en empêcher.

1978

10 mars: l'état d'urgence remplace l'état de siège.

18 avril: un décret de Pinochet amnistie les militaires accusés pour les actes commis durant l'état de siège.

1980

21 octobre: Pinochet fait adopter une Constitution sur mesure qui prévoit son maintien au pouvoir jusqu'en 1988, où un plébiscite doit décider d'un prochain mandat.

1982

Les recettes des „Chicago Boys“ qui ont déterminé la politique économique jusque-là ne font plus recette, et une grave crise provoque l'instauration du contrôle des capitaux.

7 septembre: Pinochet sort indemne d'un attentat.

1987

1er au 6 avril: Jean-Paul II entreprend un voyage apostolique au Chili. Même s'il parle du „caractère inaliénable de la liberté et des droits de la personne“, ce voyage sera considéré comme une reconnaissance du régime du dictateur.

1988

5 octobre: Pinochet perd son plébiscite sur la continuité des militaires au pouvoir, 54,7 % de non.

1989

14 décembre: le démocrate-chrétien Patricio Aylwin, candidat de l'opposition à Pinochet, est élu.

1990

11 mars: Pinochet abandonne le pouvoir, mais fait voter auparavant une loi le proclamant commandant en chef de l'armée jusqu'en mars 1998 et sénateur à vie (immunité!).

25 avril: un décret met en place la Commission „Vérité et Réconciliation“ (Commission Rettig)

1993

18 février: à l'occasion des cinquante ans de mariage de Pinochet, Jean-Paul II lui adresse félicitations et bénédiction.

11 décembre: Eduardo Frei Ruiz-Tagle, fils de l'ancien président Frei, remporte l'élection présidentielle avec 58% des voix. Aux élections législatives, la coalition qui le soutient n'obtient cependant pas la majorité des 2/3 nécessaire pour modifier la Constitution et pour en finir avec l'inamovibilité de Pinochet.

1994

11 mars: Frei prend ses fonctions et déclare qu'il respectera le droit de Pinochet à demeurer à la tête de l'armée jusqu'en 1997.

1995

30 mai: la Cour suprême chilienne rend un verdict selon lequel „la DINA (...) recourait à la violence comme système et philosophie“. Elle confirme le verdict prononcé en novembre 1993 à l'encontre des hauts responsables jugés pour l'assassinat de Letelier, le général Manuel Contreras et le brigadier Pedro Espinoza, des peines de prison de sept et six ans. Contreras refuse de purger la sienne.

1998

11 mars: Pinochet quitte le commandement de l'armée de terre et entre au Sénat. Il laisse 42% du PNB aux mains de 10% de la population.

16 octobre: Pinochet est arrêté à Londres à la demande du juge Baltazar Garzón qui demande son extradition vers l'Espagne.

1999

Février: Le Vatican intervient auprès du Foreign Office en faveur de Pinochet. Cardinal Raúl Silva Henríquez meurt à Santiago. Il était devenu un des plus grands critiques du régime.

2000

Janvier: Le candidat de la coalition de centre-gauche „Concertación de Partidos por la Democracia“ (CPPD), le socialiste Ricardo Lagos Escobar, remporte l'élection présidentielle contre



Quand on brûle les livres, on finit par brûler les hommes (Brecht)

Joaquín Lavín, ancien aide de camp de Pinochet et membre d'„Opus Dei“.

2 mars: après des procédures judiciaires interminables, l'impardonnable Jack Straw, ministre britannique de l'Intérieur, remet Pinochet en liberté pour raisons médicales. Pinochet arrive raillaardi et triomphant à Santiago.

6 mars: dans un discours prononcé devant Lagos, le Cardinal Francisco Javier Errázuriz, nouvellement nommé, préconise une issue extrajudiciaire pour Pinochet et les violeurs des droits de l'Homme, affirmant que la justice doit se centrer sur les cas les plus graves et „emblématiques“, ce qui, pour les parents des disparus moins „importants“ est une discrimination „hideuse“.

12 mars: Lagos prend ses fonctions; Pinochet quitte Santiago en hélicoptère pour sa villa du littoral et n'assiste pas à la cérémonie.

20 avril: la cour d'appel de Santiago refuse l'amnistie aux membres de la „Caravane de la mort“ qui, à partir de 1973, visait à éliminer les opposants à la dictature dans tout le pays.

8 août: la Cour suprême lève l'immunité de Pinochet. Plus tard, une cour d'appel déclare Pinochet incapable de soutenir un procès.

18 septembre: la CIA reconnaît – enfin! – son implication dans le coup d'Etat de 1973. (www.odci.gov/cia/reports/chile/index.html)

2002

1er juillet: la Cour suprême décrète que Pinochet n'est plus en état d'affronter un procès.

4 juillet: Pinochet démissionne comme sénateur à vie.

6 octobre: le „directeur de conscience“ des époux Franco et du général Pinochet, Mgr de Balaguer, fondateur de l'„Opus Dei“, est canonisé par Jean-Paul II!

2003

Si l'amnistie décrétée par Pinochet n'est toujours pas remise en cause, le courageux juge Guzmán fait valoir que dans les cas de disparitions, le crime se perpétue tant que les corps n'ont pas été retrouvés.

Conséquence: „Plus de trois cents anciens membres des forces armées chiliennes sont aujourd'hui poursuivis. En juillet, vingt-deux d'entre eux avaient été condamnés. Ils ont fait appel. De la décision que prendront les chambres d'appel et, en dernière instance, la Cour suprême, dépendra non seulement le sort de ces vingt-deux militaires, mais l'issue de toutes les procédures en cours.“ (Le Monde, 11.09.03)

11 septembre: En guise de symbole, Ricardo Lagos, fait rouvrir une porte latérale du palais présidentiel de la Moneda. Cette issue, par laquelle avait été évacué le corps d'Allende, avait été condamnée lors de la reconstruction sous Pinochet.